

problèmes relatifs à la production, aux prix et aux bénéfices.

Afin que les syndicats ouvriers puissent remplir les fonctions qui leur sont propres dans notre société démocratique, il faut leur donner l'occasion de jouer un rôle plus positif dans la gestion de l'économie canadienne. Mais le gouvernement doit assurer la direction, orientation non seulement quand il s'agit de trouver des débouchés, mais également à l'égard d'une tâche difficile et plus ardue, celle de stimuler les investissements et de régler la production. La collaboration entre le gouvernement, le salariat et le patronat a permis le raffermissement de l'économie européenne depuis la seconde guerre mondiale. Nous aussi nous devons, coûte que coûte, entreprendre une réévaluation de nos méthodes actuelles afin d'intégrer plus efficacement les secteurs privé et public de notre économie et de trouver une formule pour stimuler l'activité industrielle dans tout le pays.

Si la solution au problème du chômage met en danger certaines de nos libertés, le problème lui-même, s'il persiste dans notre société, en fait autant. En vérité, le maintien du plein emploi dans une économie vigoureuse est le moyen de défense le plus efficace que nous puissions trouver pour permettre à l'homme de survivre. Il y a quelques semaines, nous apprenions par la Commission Glassco que le gouvernement fédéral était l'employeur le plus important au pays et que ses 116 ministères et organismes comptaient une force ouvrière de 480,000 personnes, soit environ 7 p. 100 de la main-d'œuvre canadienne, et dont le salaire global atteignait 1.8 milliard de dollars. Ajoutons à cela les milliers de fonctionnaires employés par les dix provinces et par les villes innombrables ainsi que les autorités municipales, d'un littoral à l'autre. J'apprends de bonne source que ce nombre représenterait environ 30 p. 100 du nombre global des hommes et des femmes employés au Canada. Autrement dit, environ une personne sur trois est payée par un organisme public. Il est manifeste que toute diminution de ce pouvoir d'achat aura une répercussion néfaste sur les affaires dans tout le Canada. Il s'ensuit que pour avoir une économie vigoureuse, les gouvernements à tous les échelons doivent se comporter en employeurs modèles. Il n'y a pas d'autre façon de maintenir un bon moral parmi les fonctionnaires et de garder des gens compétents dans la fonction publique.

Au cours de l'été dernier, un certain nombre de grosses industries privées ont signé avec leurs employés des ententes d'une durée de deux ou trois ans prévoyant d'importantes augmentations de traitements. Dans l'intérêt

de la justice, il faut espérer que le gouvernement donnera suite très bientôt aux recommandations visant à l'amélioration des salaires des fonctionnaires fédéraux. Il n'y a, certes, pas place au Canada pour des citoyens de deuxième ordre, du moins pas sous ce même toit.

L'époque exige que l'on attache plus d'importance à l'instruction de tous les Canadiens. Il faut, grâce à des mesures concrètes, encourager les jeunes à prolonger leurs études et à fréquenter les maisons de haut savoir. Il devrait être plus facile aux Canadiens, hommes et femmes, de poursuivre leur formation, quel que soit leur âge.

L'État et l'industrie ont tous deux besoin de travailleurs mieux qualifiés. Fils de pionniers, nous avons cru, dans le passé, qu'un travailleur pouvait se former à tout genre d'ouvrage, sur les lieux, en l'espace de quelques jours ou de quelques semaines. Au besoin, on pouvait faire venir d'Europe, au moment opportun, un nombre suffisant d'ouvriers spécialisés. Les temps sont révolus. Pour donner à notre industrie de fabrication l'essor qui lui permettra de soutenir la concurrence partout dans le monde, il nous faut songer sérieusement à la formation de notre propre main-d'œuvre.

Le gouvernement mérite des félicitations pour les mesures qu'il a prises afin d'accroître l'utilité des écoles de formation professionnelle d'un bout à l'autre du pays. Nous nous réjouissons aussi des assurances que nous a données le premier ministre portant que la Chambre sera bientôt saisie d'une mesure visant à régler le problème de l'automatisation, grâce à des recherches et à l'établissement d'un programme aux termes duquel les travailleurs de l'industrie pourront recevoir une nouvelle formation. Toutefois, le Canada ne produit pas assez de diplômés universitaires pour répondre aux besoins de l'industrie et du monde professionnel. Le nombre d'étudiants inscrits dans les facultés universitaires est beaucoup trop bas. Certaines de nos universités accordent plus de diplômes honorifiques à des politiciens qu'elles ne décernent de doctorats à des hommes d'étude. N'est-ce pas là un indice lamentable de notre sens des valeurs?

Aux États-Unis et en Russie, 20 p. 100 des jeunes d'âge universitaire s'inscrivent dans une institution de haut savoir. Au Canada, on estime que ce chiffre n'atteint pas plus de 10 p. 100. Autrement dit, seulement un étudiant sur dix va plus loin que la douzième année.

M. Ross, président de l'université York, dit que le Canada est au onzième rang des nations du monde, pour ce qui est du nombre de ses étudiants par rapport à sa population.